

Dépêche AEF : Postes en plus dans le 1er degré : le Snuipp et le SE-Unsa saluent l'annonce mais demandent un effort supplémentaire

Postes en plus dans le 1er degré : le Snuipp et le SE-Unsa saluent l'annonce mais demandent un effort supplémentaire

Après l'annonce du MEN de créer 1 248 postes supplémentaires pour la rentrée prochaine dans le premier degré ([lire sur AEF info](#)), le Snuipp-FSU estime que "les écoles vont pouvoir trouver un nouveau souffle, notamment dans les académies à dominante rurale qui avaient été lourdement ponctionnées dans un premier temps". Toutefois, le syndicat pointe "des inquiétudes quant à la répartition de cette dotation". De son côté, le SE-Unsa salue la dotation en plus mais regrette que le 2nd degré n'ait pas de moyens supplémentaires. Une intersyndicale (FSU, FO, CGT...) juge la dotation "insuffisante".



Le MEN a annoncé plus de 1 200 postes supplémentaires dans le 1er degré fotolia / drubig-photo

"Les écoles vont pouvoir trouver un nouveau souffle, notamment dans les académies à dominante rurale qui avaient été lourdement ponctionnées dans un premier temps", estime le Snuipp-FSU, dans un communiqué du 7 avril 2020. Le syndicat réagit à l'annonce du MEN, révélée par AEF info, de 1 248 postes supplémentaires pour la rentrée prochaine ([lire sur AEF info](#)), notamment pour répondre à la promesse qu'il n'y ait aucune fermeture de classe en milieu rural sans

l'accord du maire ([lire sur AEF info](#)). Toutefois, le syndicat pointe "des inquiétudes quant à la répartition de cette dotation".

En effet, des départements "conservent une dotation négative, ce qui est inacceptable" ([lire sur AEF info](#)) et "les écoles d'éducation prioritaire semblent être les grandes oubliées". "Plus globalement, l'école a besoin de moyens indispensables, d'autant plus à l'issue du confinement, comme les Rased, les remplaçants, les postes spécialisés, les plus de maîtres que de classes, qui doivent être aussi renforcés".

En outre, "le ministère doit également anticiper en augmentant le nombre de places au concours, afin d'avoir des enseignants formés et ne pas recourir à des contractuels à la rentrée".

Globalement, si "ce coup de pouce budgétaire va faciliter la préparation de la prochaine rentrée scolaire", il ne va pas, selon le Snuipp, "résoudre toutes les inégalités", qui estime alors que cet "élan doit s'amplifier et s'inscrire dans une démarche d'amélioration durable pour le service public d'éducation".

Le SE-Unsa demande des moyens pour le 2nd degré

De son côté, le SE-Unsa, dans un [communiqué](#) du 7 avril, reconnaît une "dotation supplémentaire très importante" mais craint de voir "disparaître des postes de Rased" et "le vivier de remplaçants se réduire".

Également, le syndicat "dénonce le fait que le 2nd degré ne soit doté d'aucun moyen supplémentaire" et estime que "les besoins réels de l'école publique de la maternelle aux lycées nécessitent encore un effort budgétaire".

Une intersyndicale juge la dotation "insuffisante"

Une intersyndicale (FSU, Fnec-FP-FO, Snalc, CGT Educ'action, Sud, Faen) "prend acte", dans un communiqué du 8 avril, de cette dotation supplémentaire qui reste toutefois, selon elle, "insuffisante". Celle-ci, selon les organisations, "ne peut se restreindre au seul premier degré".

Selon l'intersyndicale, "la période de confinement a accru les inégalités et nous avons besoin de conditions pédagogiques diversifiées, de diminution des effectifs par classe. Ces besoins doivent se traduire par des personnels supplémentaires et non par le recours à des heures supplémentaires". Elle demande ainsi qu'il "n'y ait pas de suppressions de postes".

